

F. K. Reinhart, Prof. Dr.
Chemin de Chandolin 9
1005 Lausanne
Tél. : 021 312 26 43
Email : fkreinhart@usti.net

Le 7 septembre 2014

Madame la Conseillère fédérale
D. Leuthard, cheffe du département DETEC
Palais fédéral Nord
Koehrgasse 10
CH-3003 Berne

TRADUCTION de l'original allemand

Conc.: **transition énergétique**

Madame la Conseillère fédérale,

Avec votre réponse indirecte à ma lettre du 25 juillet 2014, transmise par le directeur de l'OFEN, Monsieur W. Steinmann, vous avez confirmé mes pires craintes. Monsieur Steinmann n'a dans sa réponse repris aucun de mes arguments centraux. Monsieur Steinmann n'a manifestement aucun intérêt à une discussion ouverte et préfère, semble-t-il avec votre approbation, sauver la transition énergétique d'une manière soviétique avec des pseudo-arguments et des interdictions de parler ; car je ne peux pas m'imaginer que vos collaborateurs de l'OFEN, y compris le directeur, soient à ce point déraisonnables pour ne pas comprendre les contre-arguments. Ce que certains professeurs de l'ETHZ et de l'EPFL, la SATW et des idéologues de l'environnement donnent comme preuve de la faisabilité ne sont que des exercices vides sur papier qui **écartent volontairement des aspects les plus importants de la physique, de la technique, de l'économie et de la politique**. Ce sont jusqu'à certains aspects de l'environnement qui ne sont pas pris en compte de manière conséquente, de sorte que la durabilité ambitionnée est une pure illusion. Ces études sont un moyen éprouvé par leurs auteurs pour accéder sans grand effort à des crédits publics de recherche. Le niveau intellectuel de ces études se situe malheureusement au niveau de chercheurs isolés qui n'ont aucune idée des interdépendances plus importantes. Cette situation en Suisse rappelle celle de l'Allemagne, à propos de laquelle le ministre F.W. Steinmeier parle d'absence de sens des responsabilités et de manque de compétence en politique énergétique au sein du gouvernement.

Avec tout le respect qui est dû aux avancées japonaises, l'OFEN doit reconnaître enfin via les médias que, dans le domaine de l'énergie nucléaire, jamais le Japon ne s'est montré exemplaire et que, même au moment de la catastrophe de Fukushima, il n'était pas à jour au plan technique (les réacteurs de Fukushima n'ont jamais été équipés de certains dispositifs de sécurité dont même l'ancien réacteur de Mühleberg disposait de manière standard bien avant la catastrophe). **Continuer à ignorer les efforts et les progrès de la Chine en matière de technique nucléaire** tient de la politique de l'autruche. Cacher ces faits importants relève d'une politique orientée de manière idéologique et ne contribue pas à atteindre les objectifs.

Dans la réponse il est aussi souligné que la sortie du nucléaire ne signifie pas une interdiction de technologie et qu'ainsi dans ce domaine la recherche peut continuer sans autres. Cette formulation donne l'illusion d'une légitimation publique pour la recherche. Mais en pratique plus aucun crédit ne sera mis à disposition de la part des instances les plus diverses. De fait, il n'y a presque plus de moyens pour la recherche sur la fission. Le Rapport annuel 2013 de l'ETHZ souligne ceci dans le premier paragraphe : « il faut sortir du nucléaire » et il confirme par là qu'il n'y a plus de financement pour cela. À la place ce sont des moyens de recherche précieux qui sont gaspillés en vue d'une séquestration insensée du CO₂. Non seulement la censure mais aussi l'absence de financement dissuadent des étudiants et chercheurs intelligents de s'engager dans les défis de la technique

nucléaire moderne, d'autant plus que les perspectives de carrière sont *a priori* remises en question par une interdiction de son application. Les impacts de votre politique sont déjà perceptibles par le fait que les places de formation dans le génie nucléaire sont insuffisamment occupées. Pour des raisons de sécurité, nous ne devrions jamais nous permettre une pénurie de physiciens et d'ingénieurs nucléaires les mieux formés.

L'encouragement de l'État pour la recherche peut être très efficace, voire souhaitable, à condition d'offrir aux chercheuses et chercheurs engagés une large marge de manœuvre qui favorise une critique libre, en particulier libre de toute idéologie. Comme observateur, il faut malheureusement constater que ces conditions ne sont pas remplies dans beaucoup de cas. Au contraire, une grande partie de la recherche de pointe de nos EPF souffre de ce que certaines idées ont été reprises telles quelles sans critique d'ailleurs. **Les chercheurs sont contraints de livrer des résultats qui soient en accord avec les objectifs de la transition énergétique, indépendamment du fait que les conditions préalables nécessaires soient réalisées et/ou aient du potentiel industriel. La partie la plus discutable des nouveaux objectifs de recherche est sûrement dans le domaine du « social engineering », comme cela est évoqué dans la publication du Fonds National, Horizon, de décembre 2013 ; cela s'est maintenant, semble-t-il, propagé dans divers congrès comme le moyen ultime pour faire aboutir la transition énergétique.** Ces faits et ces mesures sont ceux d'un État totalitaire et planificateur et n'ont pas place dans notre Suisse.

La transition énergétique ambitionnée n'est durable ni techniquement ni économiquement et crée de sérieux problèmes d'approvisionnement en électricité et de stabilité des réseaux, **qui sont déjà apparus tout spécialement en Allemagne** et qui ne pourront être maîtrisés qu'avec des efforts techniques et des coûts supplémentaires gigantesques. **Les centrales solaires photovoltaïques et éoliennes doivent être complétées par des centrales à charbon de même capacité lors des périodes où soleil et vent font défaut, ce qui pour des raisons de stabilité conduit à des gaspillages d'énergie lorsqu'il y a beaucoup de soleil ou de vent.** Si ni le soleil ni le vent ne fournissent de facture, **c'est pourtant bien leur mise en œuvre.** Le gaspillage de courant peut être réduit avec des capacités importantes de stockage et un renforcement des réseaux. Mais des accumulateurs de longue durée suffisamment grands, capables de fournir de l'électricité sur plusieurs semaines (mois d'hiver), ne sont pas encore techniquement disponibles.

De plus, la multiplicité des voies de recherche est un gaspillage de la capacité d'innovation et des moyens financiers dédiés à la recherche de notre pays. **L'arrosage par les subventions ainsi que les mesures de planification étatique** représentent les moyens les plus inappropriés pour résoudre des problèmes techniques.

Je vous prie de croire, Madame la Conseillère fédérale, à mes sentiments les meilleurs,

F. K. Reinhart
Prof. hon. EPFL, Dr. sc. techn. EPFZ

Copies : W. Steinmann, Directeur OFEN
 U. Maurer, Conseiller fédéral, suppléant de la cheffe du DETEC
 J. Schneider-Amman, Conseiller fédéral
 A. Berset, Conseiller fédéral